Une Université dans le camp de réfugiés de Musasa au Burundi

LE MONDE, 25.03.2015 Première mondiale au Burundi : une université dans un camp de réfugiés. C'est un projet un peu fou. Yveline Wood, artiste engagée de Genève, entend créer la première université au monde installée dans un camp de réfugiés. L'établissement, porté par l'ONG suisse de Yveline Wood, Swiss International Human Organization (Siho), sera installée dans le camp de Musasa au Burundi. Appelée Uniref, elle fera sa première rentrée le 28 septembre 2015, a annoncé Yveline Wood, lors de la présentation du projet à Paris jeudi 19 mars. [Photo : Yveline Wood dans le camp de réfugiés Musasa, au Burundi]

« Amener une université dans un camp, c'est la première fois que je vois un projet pareil », assure Philippe Leclerc, représentant en France du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), associé au projet. Jusqu'à présent, le modèle, ce sont les bourses. Le problème, c'est que cela ne concerne que quelques personnes, lesquelles, le plus souvent, ne reviennent pas. Il s'agit donc d'une initiative innovante. » Pour souligner l'importance de l'enjeu, Philippe Leclerc a rappelé qu'il y avait 17 millions de réfugiés dans le monde, « un nombre qui n'est pas aussi important depuis soixante ans. Et 40 % d'entre eux vivent dans des camps, parfois depuis trente ou quarante ans. Or, dans les camps, il y a un public qui passe totalement à la trappe, explique Jean-Baptiste Mubumbyi-Dunia, ingénieur chimiste à l'InTech de Lyon et lui-même ancien réfugié. Ce sont les jeunes qui ont terminé leurs études secondaires. Car l'urgence, ce sont les petits. » Bref, constate Philippe Leclerc, « les bacheliers constituent une classe d'âge vulnérable : dans les camps, on a beaucoup de temps à perdre, et notamment dans des activités pas toujours constructives. » Le projet de Siho, c'est justement de faire l'inverse. « Quand on est réfugié, à tout reconstruire », rappelle Yveline Wood. Et la meilleure chose que l'on puisse leur apporter, c'est l'éducation universitaire. Le camp de Musasa a été choisi pour sa taille modeste (6 à 700 occupants) et la présence de jeunes diplômés du secondaire. Les bâtiments ont été construits par l'antenne burundaise du HCR. Trouver 200 à 300 000 dollars Les 200 futurs étudiants seront sélectionnés en mai parmi les bacheliers du camp. Un quart des places sera ouvert aux jeunes des villages environnants. Ils suivront gratuitement une première année propédeutique, collaborée avec le Centre national français d'enseignement à distance (Cned). Ils pourront ensuite poursuivre leurs études dans des formations tournées vers les besoins économiques locaux, collaborées par les partenaires de SIHO, en France ou en Suisse avec l'école polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Si l'objectif premier est de délivrer des diplômes de type BTS, les licences et masters ne sont pas exclus. L'idée n'est pas que les étudiants s'exilent, au contraire, qu'ils trouvent leur place dans la région et qu'ils reprennent une vie normale. Et si l'on fait remarquer que le projet risque de condamner les jeunes à rester dans leur camp, Philippe Leclerc rappelle que la durée moyenne d'un camp est de treize ans. Pour certains d'entre eux, comme au Proche-Orient, cela peut aller jusqu'à soixante ans. « Le but, c'est que les gens rentrent chez eux, indique Philippe Leclerc. Mais les conflits sont difficiles à régler et on ne peut pas laisser ces personnes à l'écart. On ne peut plus utiliser cette excuse pour ne rien faire. » Il reste plus qu'à trouver l'argent. Uniref coûtera 850 000 dollars la première année. « 200 à 300 000 dollars », indique l'organisateur. Les promoteurs du projet ne se découragent pas : pour Uniref est « un projet pilote » qui a vocation à essaimer partout dans le monde. Par Benoît Floc'h